Lettonie : vers une égalité des droits pour les personnes LGBTQIA+?

Description

Avec l'élection d'Edgars Rinkēvičs à la présidence de la République, la Lettonie vient de se doter de son premier chef d'État ouvertement gay. Pourtant, malgré cette avancée symbolique, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une pleine égalité de droits pour les personnes LGBTQIA+ lettones.



Le 31 mai 2023, quelques jours avant la Pride de Riga, le Parlement letton a élu Edgars Rinkēvičs à la présidence du pays, pour un mandat de 4 ans. Le Président prendra ses nouvelles fonctions le 8 juillet et quittera alors son poste de ministre des Affaires étrangères qu'il occupait depuis 2011 et qui lui a offert une couverture internationale certaine : après trois ans à la tête de ce ministère, le diplomate avait fait son coming-out. À l'époque, en 2014, il était la première personnalité politique lettone de premier plan à révéler son homosexualité.

Si les associations LGBTQIA+ locales se réjouissent de la visibilité accrue donnée à leur combat au sein de la société, sur le terrain de l'égalité des droits, il y a encore beaucoup de progrès à faire.

« *Nous sommes encore l'un des pires pays de l'Union européenne* »

Comparée aux autres pays de l'Union européenne, la Lettonie, avec un taux d'égalité des droits pour les personnes LGBTQI évalué à 22 %, se situe en bas de tableau. Comparativement, Malte affiche le score le plus haut (89 %, contre 63 % pour la France). Au sein de l'UE, seules la Bulgarie, la Roumanie et la Pologne ont des législations moins égalitaires que la Lettonie.

C'est pourquoi l'organisation Mozaïka (Mosaïque) s'est donné pour mission de défendre la situation légale des personnes LGBTQIA+ en Lettonie. *« Lorsque nous avons accédé à l'indépendance, l'homosexualité était encore criminalisée. Depuis la décriminalisation* [en 1993, ndlr]*, nous sommes enfin parvenus à ce qu'il y ait plus de personnes qui soutiennent ou acceptent les personnes LGBT, que de personnes qui les désapprouvent*. (…) *Mais nous sommes encore l'un des pires pays de l'Union européenne en ce qui concerne les droits des personnes LGBT. Il y a eu peu d'améliorations législatives et il reste encore beaucoup de travail à faire. »*

En se promenant dans les rues commerçantes et animées de Riga, il est facile de trouver l'organisation Mozaïka. Elle affiche clairement son nom et un sticker aux couleurs du drapeau arc-en-ciel sur sa porte d'entrée. D'ailleurs, ici, le maître mot pourrait être « transparence totale ». La porte d'entrée vitrée et les fenêtres sans rideau permettent de voir depuis la rue tout ce qui se déroule dans la pièce principale des locaux.



Pourtant, si cette situation paraît naturelle aujourd'hui, il y a tout juste quelques années c'était loin d'être gagné. Mozaïka a été créée en 2005, entre autres par Kaspars Zālītis, en réaction aux violences subies lors de la toute première Marche des fiertés lettone. Un an après l'entrée du pays dans l'UE, seulement 70 personnes défilaient dans les rues de Riga sous les insultes et huées par 3 000 opposants dont certains jetaient des excréments sur les participants de cette Pride. Kaspars note : *« La Pride est très politique ici, encore de nos jours. C'est une question de droits. Vous pouvez*

y voir, comme partout et souvent en Europe de l'Ouest, une grande fête. Mais ici, vous verrez encore des personnes comme vous pouviez en voir dans les Prides il y a 30 ans ailleurs dans le monde. C'est bien de la danse mais, surtout, nous continuons à demander l'égalité. »



Depuis sa création, les missions de l'organisation se sont étoffées, explique Kaspars : « *Nous soutenons les victimes de discriminations et de crimes de haine. Nous surveillons les crimes en ligne et nous fournissons une assistance juridique aux personnes LGBT.* (…) *Nous travaillons également dans le domaine de la santé. Par exemple, nous avons des médecins qui viennent dans nos locaux et des bénévoles qui travaillent sur des points de dépistage* [d'infections sexuellement transmissibles, ndlr]. »

Il est tentant de comparer la situation entre l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie, car ces trois pays sont sortis du giron de l'Union soviétique en même temps puis ont rejoint l'UE également la même année. *« À bien des égards, nos trois pays sont toujours en concurrence. Cette concurrence n'existe probablement pas dans le domaine des droits de l'Homme »,* sourit malicieusement Kaspars. *« Concernant le cas de l'Estonie, ce pays est en avance sur nous. Désormais, il y a une 'compétition' entre la Lettonie et la Lituanie. Qui sera la première à adopter une loi sur le partenariat civil ? Mais la compétition est entre les activistes et non entre les politiciens ! »,* souligne Kaspars toujours en rigolant*. « Ainsi, lorsqu'il s'agit des droits des LGBT, nous nous demandons parfois les uns aux autres, entre activistes, si un pays peut faire un peu mieux ? Car, au final, leur succès contribuera au nôtre ! »*



Dans les pays baltes, c'est en Lettonie que la situation législative pour les personnes LGBTQIA+ demeure la moins avancée. C'est pourquoi l'activisme de Mozaïka se concentre sur la reconnaissance d'une union pour les personnes de même sexe et la reconnaissance en tant que famille. Le porte-parole de l'organisation note la situation paradoxale du pays : *« La société est majoritairement pour. Les entreprises sont majoritairement pour. De nombreux hommes politiques sont pour. Le seul problème, c'est que nous n'avons pas assez de voix au Parlement. »*

Même 10 ans après le coming-out du ministre des Affaires étrangères E. Rinkēvičs et à l'aube de son futur mandat en tant que président de la République, aucune nouvelle législation en faveur des personnes LGBT n'a abouti. Fin 2022, la loi proposant un partenariat civil a été rejetée une nouvelle fois par le Parlement*. « C'est absolument frustrant de perdre. Personne n'est content de voir cela arriver après quatre années de travail acharné pour essayer de persuader la société, essayer de persuader les politiciens, essayer de persuader les différentes communautés, de bâtir des alliances, d'organiser des événements. Évidemment, c'est très déprimant de ne perdre qu'à trois voix d'écart au Parlement. Mais nous ne pouvons pas nous arrêter en si bon chemin. »*



Droits LGBTQIA+ et démocratie, deux combats indissociables ?

Depuis la fin de l'URSS il y a plus de 30 ans, le fossé entre la Russie et les pays baltes n'a cessé de se creuser au fil des réformes sociétales*. « L'invasion russe de l'Ukraine a été une sorte de rappel que nous avons, quand même, accompli beaucoup de choses. Nous devons célébrer la liberté que nous avons. Nous devons célébrer les droits de l'Homme dont nous jouissons. Car, à seulement quelques heures de route, plus à l'Est, la situation est tout à fait différente. Et pas uniquement en Russie mais aussi au Bélarus. Ce qui ressort en Russie de la prétendue loi sur la propagande LGBT* [Loi russe de 2013, amplifiée en 2022, ndlr]*, c'est l'oppression de toute la société civile. À quelques heures de route, le rideau de fer est là, de retour. Et c'est perturbant »,* observe K. Zālītis.

Le positionnement du Kremlin comme défenseur des valeurs dites « traditionnelles » prétendument menacées en Occident est un élément de langage largement repris par les partis nationalistes ou d'extrême droite en Europe. La Lettonie n'échappe pas au phénomène. Ceci imprègne la politique du parti national-conservateur letton Alliance Nationale, membre de la coalition au pouvoir depuis 2011 (4 ministres sur les 14 qui forment le gouvernement).

Le porte-parole de Mozaïka insiste sur le paradoxe de la situation lettone : *« Certains politiciens, lorsqu'ils parlent, utilisent les mêmes mots que Poutine et Orban mais ils ne veulent pas l'admettre. Lorsqu'il s'agit d'opprimer certains groupes minoritaires, ils sont absolument alignés sur Poutine. La seule différence est que, dans le cœur du parti nationaliste de Lettonie, il s'agit de haïr la Russie et tout ce qui a à voir avec elle. Dans leur vision, ces politiciens anti-LGBT ont beaucoup en commun avec Poutine mas ils ne veulent pas le reconnaître. »*



K. Zālītis note par ailleurs que le parti national-conservateur letton n'a pas de discours eurosceptique, ses représentants étant conscients de ce que les fonds européens apportent au pays. Une situation qui peut être jugée paradoxale : *« Nous* [les Lettons, ndlr] *aimons les fonds européens, nous voulons être comme le reste des autres pays européens. La seule chose que certains d'entre nous ne veulent pas, c'est en adopter les valeurs. Et c'est pourquoi nous rappelons que l'argent ne peut pas arriver comme ça. Les valeurs, la démocratie en font également partie. Choisir l'un ou l'autre, ce n'est pas comme ça que cela marche. Les valeurs européennes ne se résument pas à un choix : j'aime ceci ou cela. Il faut les adopter dans leur globalité. »*

Kaspars garde espoir *: « Nous pouvons devenir plus européens, il suffit de faire en sorte que certains politiciens soient un peu plus courageux qu'ils ne le sont actuellement et qu'ils cessent d'utiliser la peur et la haine. »*

Le temps du changement ?



La Pride 2023 de Riga a rassemblé plus de 5 000 participants selon ses organisateurs, faisant de cette édition l'une des plus suivies de l'histoire du pays. Après l'élection du nouveau Président, pour Mozaïka, le temps d'un changement concret dans la société est venu.

Kaspars Zālītis affirme avec détermination : *« Ce que nous voulons obtenir maintenant, très clairement et avec insistance, c'est la reconnaissance des familles homoparentales. C'est ce dont nous avons besoin. C'est ce que nous demandons et c'est ce que nous voulons mener à bien. C'est ce que nous réclamons. Et ce n'est plus une demande ! Nous l'exigeons maintenant ! »*

* Michaël Briffaud (texte et photos) est journaliste freelance, actuellement basé à Vienne (Autriche), anciennement à Washington DC ; il travaille régulièrement pour le bureau vidéo de l'AFP.

Lien vers la version anglaise de l'article.

Retour en haut de page

date créée
26/06/2023
Champs de Méta

Auteur-article : Michaël Briffaud*